



Transition écologique - Les enjeux emplois et compétences



Introduction

Jean-Baptiste Léger, *Responsable du Pôle Transition Ecologique & Energétique*

Louis Hart de Keating, *Directeur de mission au sein du Pôle Compétences, Formation, Jeunesse*



10 constats, 10 propositions

Louis Hart-de-Keating, *Directeur de mission au sein du Pôle Compétences, Formation, Jeunesse*
François-Xavier Simon, *Chargé de mission au sein du Pôle Compétences, Formation, Jeunesse*

10 constats partagés



1 La transition écologique a un fort potentiel de **création d'emplois**.

2 Il existe un **important besoin de formation**, initiale et continue, pour répondre au défi de la planification écologique.

3 L'**orientation des publics**, notamment des jeunes, vers des métiers de la transition écologique sera cruciale.

4 Les entreprises et les actifs devront **être mieux accompagnés**, notamment dans les secteurs qui perdront de la main d'œuvre en raison des orientations et des politiques publiques liées à la transition écologique.

5 La **coordination** de tous les acteurs, publics comme privés, sera déterminante pour réussir la transition écologique.

6 La transition écologique ne créera finalement que peu de nouveaux métiers, mais se traduira surtout par **une évolution et une adaptation** des métiers existants.

7 Dans ce cadre, une **refonte des formations** doit être réalisée, notamment dans la construction des certifications afin que tous les diplômes, titres ou CQP intègrent, à moyen terme, la transition écologique dans leur référentiel.

8 Le **nombre de diplômés qui ne travaillent pas dans le métier pour lequel ils ont été formés devra être réduit** pour atteindre les objectifs de la Stratégie nationale bas carbone (SNBC).

9 Les besoins en emploi et en formation devront être étudiés à la **maille régionale et territoriale** pour répondre aux besoins des entreprises.

10 Les entreprises ont **besoin de visibilité et de stabilité** pour s'engager sur les marchés liés à la transition écologique et transformer leur *business model*, impliquant par conséquent le recrutement et la formation de collaborateurs pour y parvenir.



Placer le monde économique au cœur des enjeux emplois-compétences de la transition écologique



1. Mettre le dialogue social au cœur des politiques liées à l'emploi et aux compétences de la transition écologique, en intégrant davantage les besoins des entreprises et des branches professionnelles

- **Intégrer** systématiquement les productions des observatoires de branche dans les travaux menés sur les enjeux emplois-compétences.
- **Coordonner** l'ensemble de ces travaux pour les rendre plus visibles, efficaces et opérationnels.

2. Définir les besoins en compétences liées à la transition écologique de tous les secteurs économiques *via* le développement des partenariats publics-privés

- **Inscrire** la transition écologique au cœur des engagements développement de l'emploi et compétences (EDEC), en lien avec l'Appel à manifestation d'intérêt Compétences et Métiers d'Avenir (AMI CMA).
- **Inciter** l'État et les Conseils régionaux à orienter les Pactes régionaux d'investissement dans les compétences (PRIC) vers les besoins de la transition écologique.

3. Accompagner les entreprises dans la gestion de leurs ressources humaines et des compétences des collaborateurs en lien avec la transition écologique

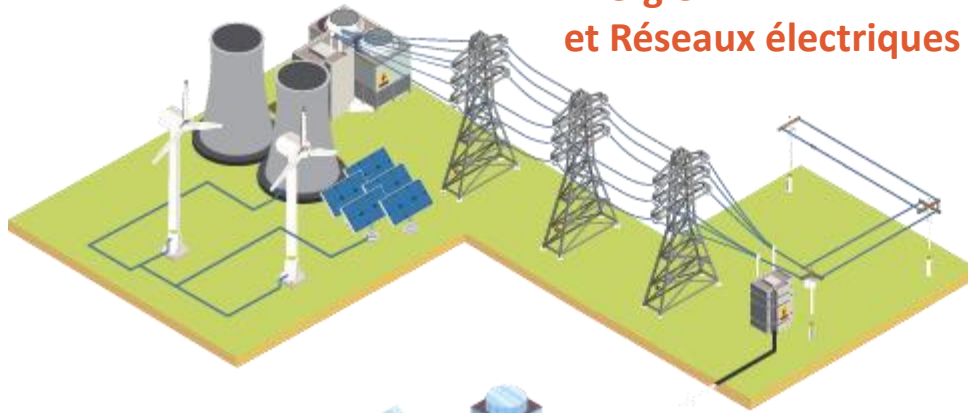
- **Recentrer** les missions des opérateurs de compétences (OPCO) vers la définition des besoins en compétences des TPE-PME notamment en lien avec la transition écologique.
- **Déployer**, pérenniser et recentrer la prestation de conseil en ressources humaines (PCRH) sur le sujet de la transition écologique en renforçant le maillage territorial des prestataires.

Échanges avec
Yannick Saint Roch,
Directeur Général du SERCE

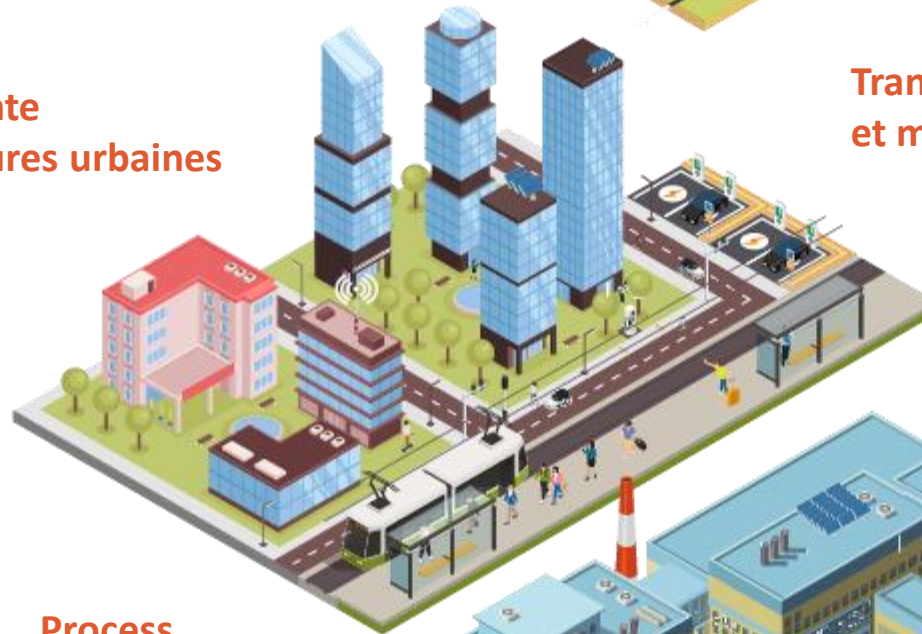


De nombreux secteurs d'activité

Energie
et Réseaux électriques



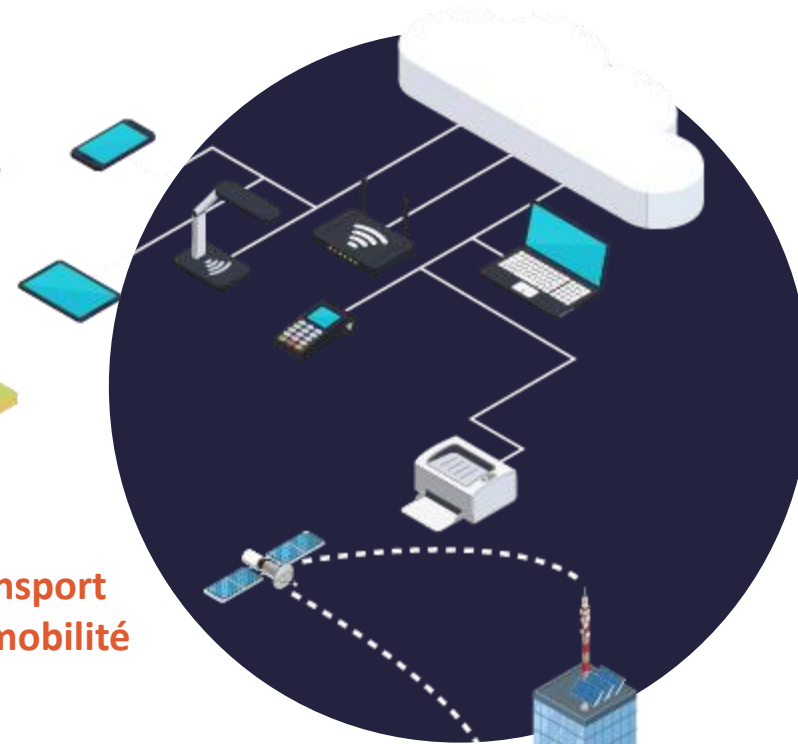
Transport
et mobilité



Process
industriels
Industrie 4.0



Réseaux de
télécommunications
et territoires connectés



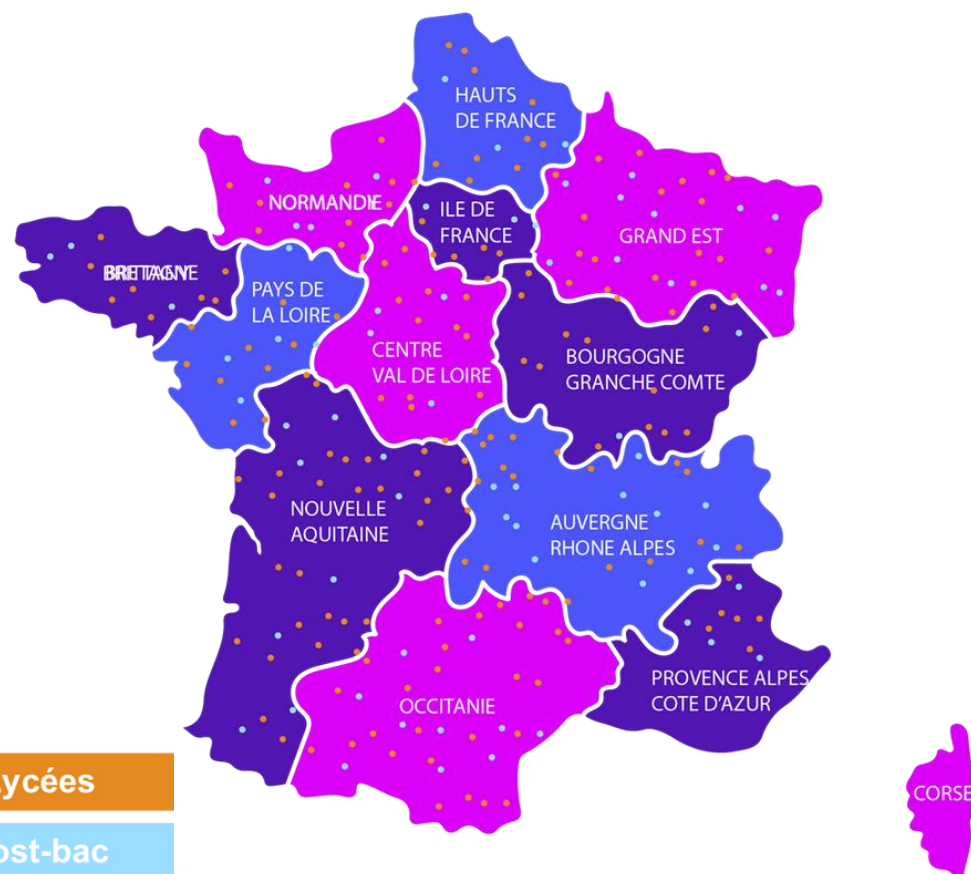
Bâtiments communicants
et performants



Les Ecoles des Réseaux pour la Transition Energétique, une initiative de la filière

130 lycées partenaires

3 formations colorées



Lycées

Post-bac

Mouvement
des **Entreprises**
de France
L'Académie



- Bac Pro MELEC
- BTS électrotechnique
- Certificat de Spécialisation technicien en réseaux électriques

Créer un narratif pour des métiers à impact, qui répondent aux enjeux de décarbonation

Motion design de présentation des domaines d'activités



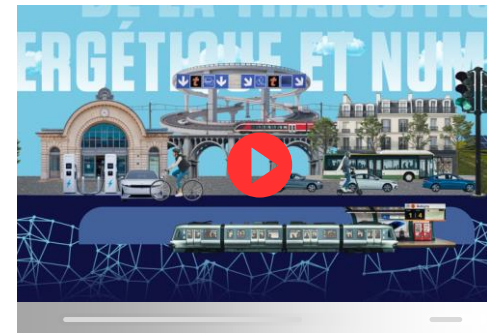
Décliné en 3 capsules



*Réseaux
électriques*



L'industrie et le bâtiment



*La ville intelligente et
les mobilités
durables*

Expérimentation de la Coloration “Eclairage public” du bac pro MELEC en AuRa



Opération sur les stages de seconde générale et technologique



EDEC et AMI CMA

- EDEC Filière électrique
- EDEC Infrastructures Numériques
- Programme MATCH (GIFEN)
- AMI CMA Ecoles des Réseaux

Un accompagnement au plus près des besoins des entreprises

Un kit d'accueil des stagiaires de seconde générale et technologique



Un support d'accueil des stagiaires mineurs dans les entreprises de réseaux



Et dans 10 ans ?

De nombreux emplois à pourvoir



D'ici 2033 :

**1 000 recrutements dans le contrôle
commande : besoin total 3 600 ETP**

**5 000 recrutements dans l'électricité :
besoin total 9 700 ETP**



D'ici 2030 :

**43 000 recrutements dont 80 %
sur les métiers d'exécution et de
maîtrise**

mais également....

dans le ferroviaire

dans le bâtiment

dans l'industrie

Un besoin de visibilité et de stabilité



Mettre en place une gouvernance nationale, régionale et territoriale au service d'une stratégie environnementale ambitieuse

8. Donner de la visibilité et de la stabilité en matière de transition écologique dans un cadre juridique lisible et pérenne, au niveau national et européen

→ **Garantir** l'engagement de l'État et la stabilité des politiques publiques liées à la transition écologique.

→ **Pérenniser** les financements et engagements pluriannuels de l'État en faveur de la transition écologique à destination des entreprises.



Adapter l'offre de formation pour être à la hauteur des enjeux

4. Développer l'offre de formation certifiante, initiale et continue, et faire évoluer la carte de formations professionnelles pour se former localement sur des métiers qui favorisent la transition écologique

- **Accélérer** la traduction des enjeux écologiques dans tous les référentiels de certification.
- **Encourager** la coloration locale des diplômes.
- **Simplifier** l'inscription des certifications aux répertoires nationaux.
- **Lancer** un vaste programme de formation des formateurs et enseignants sur les enjeux de transition écologique.

5. Faciliter les reconversions professionnelles en renforçant le *sourcing*, le suivi et l'intégration des publics en reconversion lorsqu'ils s'engagent dans un parcours lié à la transition écologique

- **Unifier** les dispositifs de mobilités professionnelles (projet de transition professionnelle, démission-reconversion, Pro-A, transitions collectives).
- **Consolider** le lien emploi-formation des parcours de reconversion, notamment en lien avec la transition écologique.
- **Renforcer** l'accompagnement individuel des salariés impactés par la transition écologique.

6. Soutenir le financement des formations qui permettent l'acquisition des compétences nécessaires à la transition écologique pour les salariés et les chefs d'entreprise

- **Encourager** l'usage du compte personnel de formation (CPF) vers les formations en lien avec la transition écologique, par exemple via une exonération du ticket modérateur.
- **Faciliter** la prise en charge de ces formations à destination des dirigeants d'entreprise par tous les Fonds d'assurance formation (FAF).

7. Orienter les publics « jeunes et étudiants » vers des parcours professionnels liés à la transition écologique

- **Renforcer** les relations écoles-entreprises pour créer un *continuum* et une logique de parcours notamment sur les métiers liés à la transition écologique, et ainsi diminuer les taux d'évaporation à l'issue des études.



Échanges avec
Sophie Cahen,
*Directrice Transition
écologique à la
Fédération Nationale
des Travaux publics*





Mettre en place une gouvernance nationale, régionale et territoriale au service d'une stratégie environnementale ambitieuse



8. Donner de la visibilité et de la stabilité en matière de transition écologique dans un cadre juridique lisible et pérenne, au niveau national et européen

- **Garantir** l'engagement de l'État et la stabilité des politiques publiques liées à la transition écologique.
- **Pérenniser** les financements et engagements pluriannuels de l'État en faveur de la transition écologique à destination des entreprises.

9. Renforcer le pilotage de la politique publique liée à la planification écologique au niveau interministériel et au niveau territorial, en s'assurant de sa cohérence avec les autres politiques publiques déployées dans le domaine de la transition écologique

- **Donner** les moyens au Secrétariat général pour la planification écologique (SGPE) d'assurer son rôle pilote dans la mise en œuvre de la planification écologique.
- **Développer** les travaux liés aux emplois, aux compétences et à l'orientation dans le cadre des COP régionales et territoriales.

10. Inscrire systématiquement les enjeux de transition écologique dans les travaux des instances politiques décisionnaires en matière d'emplois et de compétences

- **Intégrer** systématiquement les réflexions autour de la transition écologique au sein de France compétences, des comités régionaux de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelle, des comités pour l'emploi, des académies, des associations « Transition pro » et des CESER.
- **Sensibiliser** tous les mandataires, y compris MEDEF, à ces enjeux.

Échange avec
Claire Domergue - Coordinatrice
Régionale de l'emploi et de la
Formation Professionnelle au
MEDEF Auvergne Rhône-Alpes





MERCI POUR VOTRE PARTICIPATION